

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 06/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ

5, rue du calvaire  
CRT N°1  
BP 70127  
59810 Lesquin

Références : 16012025\_LLГ\_LESQUIN  
Code AIOT : 0007005355

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ implanté 390, rue du Calvaire CRT N°1 BP 70127 59810 Lesquin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ
- 390, rue du Calvaire CRT N°1 BP 70127 59810 Lesquin
- Code AIOT : 0007005355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ (enseigne Log's), à Lesquin est exploitant d'une plate-forme logistique qui comprend des entrepôts de stockage loués à différentes sociétés.

Le site est implanté sur une surface de 127 048 m<sup>2</sup> répartie de la façon suivante:

- Un bâtiment 1 (27 235 m<sup>2</sup>) divisé en 8 cellules de stockage ;
- Un bâtiment 2 (650 m<sup>2</sup> au sol) composé de bureaux sur 3 niveaux ;
- Un bâtiment 3 (19 917 m<sup>2</sup>), composé de 4 cellules de stockage ;
- Un bâtiment 4 (17 845 m<sup>2</sup>) comprenant :
  - 4 cellules de stockage ;
  - un ensemble de surfaces bâties de 1 491m<sup>2</sup> comprenant des bureaux et locaux sociaux, des locaux techniques dont un atelier de charge d'accumulateurs et un magasin.

Les sociétés Auchan, Ducatillon, Brunel et Dicastal sont locataires des entrepôts.

Le site a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 24/10/2012 pour les rubriques suivantes :

- 1432-2.a : Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.
- 1510 : Stockage de matières, produits ou substances combustibles.
- 1532.a : Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues.
- 2713-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux.
- 2718-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Disponibilité des moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 7.6.4.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Propagation	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2.III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Extinction Automatique Incendie (1/2)	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Extinction Automatique Incendie (2/2)	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Stratégie de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1.II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 1-4	Sans objet
2	Situation administrative liquide inflammable	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	Sans objet
4	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7 III	Sans objet
5	Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une visite d'inspection a été réalisée le 16/01/2025 du site de LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ (enseigne Log's), à Lesquin sur la thématique du risque incendie par rapport au stockage de liquides inflammables.

L'inspection a constaté de nombreuses non-conformités qui touchent à :

- La maintenance des RIA et du système d'extinction automatique. Les derniers rapports de vérification de ces équipements montrent des non-conformités.
- La disponibilité en eau incendie. L'exploitant n'a pas justifié le débit attendu de 270 m3/h pendant 3h.
- L'exploitant n'a pas réalisé de stratégie de lutte contre l'incendie par rapport à son stockage de liquides inflammables.
- L'exploitant n'a justifié ni de la conception initiale ni de l'adéquation du système d'extinction automatique d'incendie à la nature du stockage.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 1-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cellules LI
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

#### **Constats :**

L'exploitant a fourni un état des stocks des bâtiments de stockage du site, soit les bâtiments 1, 3 et 4.

Ce document est constitué:

- D'un tableau indiquant par bâtiment et cellule, le volume stocké, le mode de stockage, le type de contenant, le type de matières, la quantité maximale, le taux de remplissage et la rubrique ICPE. Pour les matières dangereuses, les mentions de danger sont présentes.
- D'un plan des bâtiments avec les modes de stockage et l'emplacement des stockages de matières dangereuses.
- D'un plan des bâtiments avec les stockages par rubrique ICPE.
- D'un plan des bâtiments avec les principales familles de produits.

Une mise à jour quotidienne est réalisée. L'exploitant indique réaliser un inventaire physique 1 fois

<p>par an (inventaire tournant à partir de 2025).</p> <p>Cet état des stocks est disponible sur un serveur et est accessible hors site.</p> <p>L'exploitant possède les fiches de données de sécurité sous format numérique.</p> <p>L'état des stocks présenté répond aux objectifs du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Situation administrative liquide inflammable**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Champ d'application</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p> <p>II. - Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.</p> <p>III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p> <p>IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021. L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles. Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.</p> <p>V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions</p>

du présent arrêté qui leur sont applicables.

**Constats :**

L'inspection a mis en évidence :

**- La situation administrative et les quantités autorisées de liquides inflammables**

Le site est soumis à autorisation dans d'autres rubriques que celles concernant les liquides inflammables, les 2713 et 2718.

Le dernier arrêté préfectoral complémentaire (APC du 27/08/2014) autorise un stockage maximal de liquides inflammables de 635 m<sup>3</sup> pour la rubrique ICPE 1432 dont 600 m<sup>3</sup> au sein de la cellule 3. Le site est non classé dans la rubrique 1436.

Un porter à connaissance a été déposé en décembre 2024, non instruit le jour de l'inspection, portant la quantité de liquides inflammables à 260 tonnes pour les rubrique ICPE 4331 et 1436.

Aucune autre rubrique "Liquides inflammables " n'est reprise ni dans les arrêtés préfectoraux ni dans les porter à connaissance.

**- Quantités de liquides inflammables présentes le jour de l'inspection:**

L'état des stocks fourni par l'exploitant permet de localiser les liquides inflammables dans le bâtiment 4 :

Emplacement dans le bâtiment 4	Rubrique / mention de dangers	Quantité
Cellule 3	1436	10 090 kg
Cellule 3	4331 / H225 H226	138 623 kg
Cellule 4	1436	6 400 kg

Les quantités présentes sont conformes aux quantités autorisées. Toutefois une mise à jour sera réalisée par l'inspection car la rubrique 1432 a été remplacée par la 4331 suite à l'entrée en vigueur de la directive SEVESO III le 1er juin 2015.

Les liquides inflammables en cellule 3 et mentions de danger H225 ou H226 sont dans des contenants soit fusibles soit non fusibles sans proportion prédéfinie. Sont présents des contenants de volume de 10 ml à 6 L entièrement métallique ou plastique, avec bouchon métallique ou plastique.

La visite d'inspection permet de conclure que l'exploitation est en capacité de stocker plus de 100 tonnes de liquides inflammables en contenants fusibles sur le site (quantité réglementaire H224-H225-H226 +HP3).

Le site répond aux critères du I.2 de l'article I,1 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.  
Par conséquent, l'arrêté ministériel du 24/09/2020 s'applique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Disponibilité des moyens incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 7.6.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose a minima de :

- une disponibilité en eau de 270 m3/h sur 3 heures, assurée par 3 hydrants (2 rue du Calvaire et 1 rue de la Louvière) et par une réserve incendie de 180 m3 équipée d'une aire de pompage et de raccords tel que défini par l'Instruction technique du SDIS 59 .
- la disponibilité effective en eau doit être justifiée auprès du Préfet dans les 3 mois qui suivent la notification du présent arrêté ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés conformes aux normes, près des issues et disposés de telle manière qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont fonctionnels en période de gel ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie conforme aux normes en vigueur (cellules 1 à 3 du bâtiment 3 ; et extension (ESFR sur cellules 1 et 2)) ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Le réseau comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

**Constats :**

L'inspection a constaté visuellement sur les bâtiments 3 et 4 que l'exploitant dispose à minima des moyens de lutte contre l'incendie attendus.

L'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports de vérifications réglementaires des extincteurs et RIA pour les bâtiments 1, 3 et 4. Toutes ces vérifications ont moins d'un an. Les extincteurs ont été jugés en bon état et les RIA dans un état satisfaisant sauf 7 points de non-conformités pour le bâtiment 1.

La vérification réglementaire du système d'extinction automatique d'incendie a été réalisée en mai 2024. Un point de non-conformité avec risque d'échec a été relevée : poste 9 à l'arrêt.

L'inspection a constaté la présence de 3 hydrants à proximité (2 rue du calvaire et 1 rue de la Louvière). Une mesure de débit a été réalisée le 03/01/2025 sans préciser qu'elle a été réalisée en simultané.



L'inspection a constaté la présence de vannes de barrages en nombre suffisant. L'exploitant dispose d'équipiers de 1ère intervention par bâtiment (liste du personnel dans le Plan de Défense Incendie).

**Non-conformité N°1:**

L'exploitant n'a pas justifié de la disponibilité de l'ensemble des RIA sur le site conformément à l'article 7.6.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/10/2012.

**Non-conformité N°2 :**

L'exploitant n'a pas justifié de la disponibilité du système d'extinction automatique d'incendie conformément à l'article 7.6.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/10/2012.

**Non-conformité N°3 :**

L'exploitant n'a pas justifié de la disponibilité en eau de 270 m<sup>3</sup>/h pendant 3 heures conformément à l'article 7.6.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/10/2012.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier de la disponibilité des RIA et du système d'extinction automatique d'incendie en levant les non-conformités relevées lors des dernières vérifications réglementaires.

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la disponibilité en eau de 270 m<sup>3</sup>/h pendant 3 heures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7 III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions de stockage des LI

**Prescription contrôlée :**

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à

<p>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li> <li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li> <li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li> </ul> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a ciblé le bâtiment 4 cellule 3 pour contrôler le respect de cette prescription. Cette cellule abrite les produits classés sous la rubrique 4331 et dont la mentions de danger est H225 ou H226.</p> <p>Les contenants de liquides inflammables sont stockés en rack.</p> <p>L'inspection a noté la présence d'un système d'extinction automatique.</p> <p>Le volume maximum des contenants est de 6 L.</p> <p>Par conséquent, la hauteur de stockage des matières dangereuses n'est pas limitée. Cependant l'exploitant s'impose de lui-même à limiter la hauteur de stockage à 5 mètres pour ces produits.</p> <p>Visuellement, l'inspection a constaté une distance de l'ordre du mètre entre les stockages et le plafond. Le rapport de vérifications réglementaire du système d'extinction automatique du 15/05/2024 ne mentionne pas d'observation à ce sujet.</p> <p>Il n'y a pas de stockage en mezzanine dans cette cellule.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Récipients mobiles H224/H225</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre</p>

l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

**Constats :**

L'inspection a vérifié le respect de cette prescription à travers l'état des stocks pour les bâtiments 1,3 et 4 et visuellement dans les bâtiments 3 et 4 l'absence de stockage de liquides inflammables (mentions de danger H 224 ou H 225 ou H 226) en contenant fusible supérieur à 30 L.

L'exploitation est conforme à cette prescription (absence de récipients mobiles en contenants fusibles H224/H225 > 30 litres)..

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Propagation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Propagation d'incendie

**Prescription contrôlée :**

III. - Sans préjudice des dispositions prévues à l'article IV-5 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie : - en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ; - une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers et sous réserve : - que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage couvert ou la propagation du sinistre ; - que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ; - dans le cas d'une présence permanente sur site, telle que prévue à l'article IV-5 du présent arrêté, le délai mentionné dans l'alinéa précédent est réduit à quinze minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, sous réserve : - que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage couvert ou la propagation du sinistre ; - que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ; - en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas d'une stratégie incendie conformément à l'article VI.1.II de l'arrêté ministériel du 24/09/2020. Aucune durée des scénarios de la stratégie incendie et aucune formalisation sur les délais de mise en œuvre des moyens incendie n'ont pu être déterminées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Extinction Automatique Incendie (1/2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'extinction automatique (conception)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables.</p> <p>Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les cellules contenant des liquides inflammables, soit les cellules 3 et 4 du bâtiment 4, sont munies d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>L'exploitant n'a pas expliqué dans une stratégie incendie le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place conformément à l'article VI.5 II de l'arrêté ministériel du 24/09/2020.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté une attestation de conformité à un référentiel reconnu du système d'extinction conformément à l'article VI.5 II de l'arrêté ministériel du 24/09/2020.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection rappelle à l'exploitant que cette prescription est reprise dans son arrêté préfectoral du 24/10/2012, article 7.6.4.12.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Extinction Automatique Incendie (2/2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'extinction automatique (Moyens associés et

maintenance)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables.</p> <p>Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les cellules de liquides inflammables, soit les cellules 3 et 4 du bâtiment 4, sont munies d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Il ressort de la vérification semestrielle et de la visite triennale du système d'extinction automatique d'incendie la présence de têtes de sprinkler de type ESFR (Early Suppression Fast Reponse) et d'une installation avec émulseur.</p> <p>Ces équipements ne sont cependant pas justifiés par l'attestation attendue.</p> <p>L'exploitant n'était pas en mesure de justifier de l'adéquation du système d'extinction automatique avec la nature du stockage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 9 : Stratégie de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SDI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à</p>

<p>l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis au point III ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature et la quantité des liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;</li> <li>- la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;</li> <li>- la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une stratégie incendie conformément à l'article VI.1.II de l'arrêté ministériel du 24/09/2020. L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie.</p> <p>L'inspection souligne que la stratégie de défense incendie est également prescrite et détaillée par l'arrêté préfectoral complémentaire, article 7.6.4.1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>